

# **Algérie : « la défense de nos acquis démocratiques est une priorité indiscutable »**

lundi 4 juillet 2016, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 29 juin 2016).

## **Non à la remise en cause de nos libertés démocratiques !**

Pour la défense de nos acquis sociaux !

Alors que l'amendement de la Constitution de février 2016, concocté sans l'avis du peuple algérien, avait été présenté comme une avancée démocratique dans le cadre des réformes politiques promises en 2011, le pouvoir du régime Bouteflika a multiplié les attaques contre nos libertés et redoublé de férocité contre les survivances de nos acquis démocratiques, arrachés par le sang et les sacrifices depuis octobre 1988.

Déjà, la « levée » de l'Etat d'urgence en 2011, en vigueur depuis 1992, n'était qu'un subterfuge face à la déferlante du « printemps arabe ». Son remplacement par un dispositif juridique entravant, dans les mêmes proportions, l'exercice des libertés démocratiques consacrait, de fait, sa prorogation. Depuis, toutes les lois promulguées, comme celles relatives aux partis et aux associations en 2012, constituaient un tour de vis supplémentaire dans la dérive monarchique et autoritaire du régime.

Affaibli par la maladie et la crise de succession de Bouteflika, discrédité par l'ampleur des scandales de corruption au sommet de l'Etat, acculé par la chute des recettes pétrolières, préoccupé par la reprise des luttes ouvrières et sociales et hâté par l'approches des législatives du printemps 2017, le régime brandit le bâton du verrouillage systématique des médias récalcitrants et menace de réduire nos libertés, y compris celles qui ornaient sa propre « vitrine démocratique ».

L'offensive antidémocratique de ces derniers mois contre la presse, l'auto-organisation des magistrats, les députés critiques d'une part et, d'autre part, la confection d'un nouvel arsenal juridique liberticide comme la loi relative à l'obligation de réserve des anciens officiers de l'armée ou la nouvelle loi électorale, traduisent cette volonté de limiter au maximum toutes expressions politiques dans la société. Mais, cette offensive ne se réduit pas au champ politico-médiatique pour conforter une machiavélique dérive autoritaire. Avant tout, elle vise à neutraliser la résistance des travailleurs et des masses populaires à l'autre offensive économique et sociale libérale. Pour imposer la remise en cause de nos acquis sociaux, il leur faut remettre en cause nos acquis démocratiques. En effet, les attaques contre la retraite, l'imposition d'un nouveau code du travail et d'une nouvelle loi sanitaire, l'approbation d'un nouveau code des investissements, les menaces de suppression des transferts sociaux et des subventions, la mise en œuvre des recettes du FMI, de la Banque Mondiale et l'adhésion à l'OMC, etc., supposent un ordre autoritaire et répressif.

Pour le PST, la défense de nos acquis démocratiques est une priorité indiscutable. Car les travailleurs, les travailleuses et les masses populaires ont besoin plus que quiconque de la liberté d'expression, de manifestation, d'organisation syndicale et du droit de grève. L'efficacité de la résistance à l'offensive libérale, anti sociale, anti nationale et aux pressions impérialistes suppose les plus larges libertés démocratiques dans notre pays.

- Mobilisons- nous pour la défense des libertés démocratiques !

- Exigeons le retrait de toutes les lois scélérates anti démocratiques !
- Exigeons le retrait de toutes les lois libérales, anti sociales et anti nationales !

**Le Secrétariat national du PST**

Alger, le 29 juin 2016.

---